

UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

Rapport d'audit sur les comptes annuels de l'Université de Provence Aix-Marseille I

Exercice clos le 31 décembre 2011

MAZARS

67 AVENUE DU PRADO- 13006 MARSEILLE

TELEPHONE 04 91 29 61 01 - TELECOPIE 04 88 66 86 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE B 784 824 153 - SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT 92400 COURBEVOIE

UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

Jardin du Pharo

58 boulevard Charles Livon

13284 MARSEILLE CEDEX 07

EPSCP (Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel)
constitué sous la forme d'une université regroupant les universités Aix-Marseille I,
Aix-Marseille II et Aix-Marseille III

Rapport d'audit sur les comptes annuels de l'Université de Provence Aix-Marseille I

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport d'audit sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

Dans le prolongement du marché n° 2010-034 fondé sur l'accord cadre AMUE n°08-23 qui nous a été notifié en date du 3 janvier 2011, nous avons effectué un audit des comptes annuels de l'Université de Provence Aix-Marseille I relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Ordonnateur, l'Agent Comptable et le Président de l'Université d'Aix-Marseille. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles de l'Ordre des experts-comptables, à l'exception des points décrits dans le paragraphe suivant ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- Comme à fin 2010, en l'absence d'inventaire physique récent des biens mobiliers, nous n'avons pas pu nous assurer de la réalité et de l'exhaustivité des matériels et mobiliers figurant à l'actif.
- Les processus de contrôle interne de l'Université relatifs au suivi de la masse salariale, des éléments variables de la paie et des engagements sociaux, ne nous permettent pas d'avoir une assurance raisonnable que les passifs sociaux sont provisionnés de manière exhaustive au 31 décembre 2011.

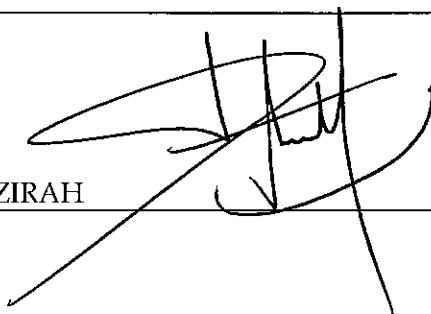
A notre avis, sous ces réserves, les comptes annuels présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Université de Provence Aix-Marseille I ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, conformément aux règles et principes comptables repris dans l'Instruction Ministérielle M93 du 21 décembre 2010.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 2.1 de l'annexe, relatif à l'incidence sur les comptes des changements de méthodes comptables et des changements d'estimation auxquels votre Université a procédé, notamment concernant la comptabilisation au passif du bilan des seules subventions d'investissement perçues en 2011, sans avoir eu la possibilité d'appliquer ce changement de méthode de façon rétrospective.

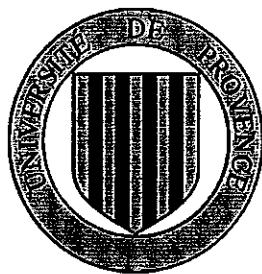
Fait à Marseille, le 26 juin 2012

L'auditeur

Mazars



Patrick ZIRAH



ETATS FINANCIERS

2011

BILAN

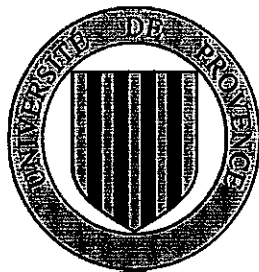
ACTIF (€)	AU 31/12/11			Au 31/12/10
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires	2 756 515	2 316 261	440 254	407 982
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	2 804		2 804	2 804
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes versés sur immobilisations				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains, agencements et aménagements de terrain	40 886 284		40 886 284	3 689 444
Constructions et constructions sur sol d'autrui	91 968 791	4 726 339	87 242 452	97 354 059
Installations techniques, matériels et outillage	31 891 709	14 914 633	16 977 076	15 959 199
Collections	408 142	40 042	368 100	355 672
Autres immobilisations corporelles	57 543 100	33 666 020	23 877 080	20 313 597
Immobilisations corporelles en cours	7 459 110		7 459 110	
Avances et acomptes versés sur commandes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	104 330		104 330	13 330
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 000		1 000	
Autres immobilisations financières	75		75	75
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	233 021 859	55 663 294	177 358 565	138 096 161
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN COURS				
Matières premières et autres approvisionnements	20 407		20 407	22 866
En cours de production de biens et de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
AVANCES ET ACOMPTES				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES D'EXPLOITATION				
Créances clients et comptes rattachés	1 573 724	394 049	1 179 674	727 457
Autres créances d'exploitation	17 440 767		17 440 767	3 112 489
CREANCES DIVERSES				
TVA	1 432 001		1 432 001	1 185 643
Autres créances diverses	3 016 984		3 016 984	3 895 436
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	1 109 987		1 109 987	28 379 549
Disponibilités	14 286 198		14 286 198	1 663 549
Charges constatées d'avance	355 962		355 962	205 567
TOTAL ACTIF CIRCULANT	39 236 030	394 049	38 841 981	39 192 557
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Différences de conversion sur opérations en devises				
TOTAL COMPTES DE RÉGULARISATION				
TOTAL GÉNÉRAL	272 257 888	56 057 343	216 200 546	177 288 718

PASSIF (€)	31/12/2011	Au 31/12/10
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL ET RÉSERVES		
Dotation	119 390 086	88 293 741
Complément de dotation (Etat)	9 262	39 771
Complément de dotation (Autres organismes)		
Affectation		
Biens remis en pleine propriétés aux établissements	3 384 051	3 477 103
Ecart de réévaluation		
Réserves	71 317 004	82 555 561
Dépréciation de l'actif		
Report à nouveau	-12 466 635	-13 439 742
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-11 007 318	2 201 184
Subventions d'investissement	9 851 828	54 930
TOTAL CAPITAUX PROPRES	180 478 278	163 182 549
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour charges	464 500	
Provisions pour risques	6 972 585	3 087 970
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 437 085	3 087 970
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts divers	46 327	44 715
Avances et acomptes reçus sur commandes		
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 021 344	1 874 118
Dettes fiscales et sociales	1 491 749	3 941 068
Autres dettes d'exploitation	18 209 452	90 636
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 299 909	1 348 185
Autres dettes diverses	16 641	11 027
Produits constatés d'avance	5 199 760	3 708 450
TOTAL DETTES	28 285 182	11 018 200
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Différences de conversion sur opérations en devises		
TOTAL COMPTES DE RÉGULARISATION		
TOTAL GÉNÉRAL	216 200 546	177 288 718

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES (€)	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
CHARGES D'EXPLOITATION	-	53
Achats de marchandises		53
Variation de stocks de marchandises		
CONSOMMATION DE L'EXERCICE	23 452 606	21 730 814
Achats stockés matières premières		
Achats stockés autres approv.		
Variation de stock d'approv.	2 459	248
Achats de sous-traitance		
Achats non stockés de matières et four.	6 020 117	5 707 943
Sce extérieurs personnel intérim		191
Sce extérieurs loyers crédit-bail		600
Sce extérieurs autres	17 430 030	16 021 833
IMPOTS ET TAXES	2 008 790	1 822 004
Sur rémunération	1 891 858	1 697 956
Autres	116 931	124 048
CHARGE DE PERSONNEL	161 687 724	158 759 475
Salaires et traitements	98 551 929	99 024 342
Charges sociales	63 135 794	59 735 133
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	17 018 346	10 179 952
Sur immo : amortissements	10 594 484	7 758 276
Sur immo : provisions		
Sur actif circulant : provisions		65 189
Pour risques et charges : provisions	6 423 863	2 356 487
AUTRES CHARGES	7 061 253	6 803 467
Autres charges de gestion courante	7 012 229	6 802 868
Charges de prestations internes	49 025	599
TOTAL CHARGES EXPLOITATIONS	211 228 719	199 295 765
CHARGES FINANCIERES	11 355	7 803
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilés	500	5 004
Différence négative de change	5 269	2 798
Charges nettes sur cession de VMP	5 586	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	147 951	25 048
Sur opération de gestion	42 950	18 728
Sur opération en capital		88
Valeur comptable des éléments cédés	105 001	6 232
Autres		
Dotations sur amortissements et aux provisions		
IMPOT SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE		2 201 184
TOTAL GENERAL	211 388 025	201 529 800

PRODUITS (€)	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente des marchandises vendues		
Ventes		
Travaux		
Prestations de services	10 512 163	8 507 785
Production stockée		
En cours de production de biens		
En cours de production de services		
Produits		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	179 771 136	177 522 442
Reprise sur amortissements et provisions	3 651 964	4 546 408
Transfert de charges	20 024	
Autres produits	3 441 033	2 522 327
Produits de prestations internes	49 025	599
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	197 445 345	193 099 560
PRODUITS FINANCIERS		
Des participations		
Des VMP et créances		
Autres intérêts et produits	200 615	100 377
Reprise sur provisions et transfert charges		
Différence positive de change	706	779
Produits nets sur cession VMP	5 836	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	207 157	101 155
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opération de gestion	30 261	29 300
Sur opération en capital		
Produit de cession éléments d'actifs		12 250
Subventions d'investissement virées	54 951	6 445 215
Autres	53 789	40 407
Neutralisation d'amortissements	2 589 204	1 801 913
Reprise sur provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 728 205	8 329 085
RESULTAT DE L EXERCICE	11 007 318	
TOTAL GENERAL	211 388 025	201 529 800



ANNEXE

2011

TABLE DES MATIERES

1/ Les faits caractéristiques de l'exercice 2011

1.1) L'évaluation des biens immobiliers	p 10
---	------

2/Comparabilité des comptes et changements de méthodes

2.1) Changements de méthodes comptables, de modalités d'application, d'évaluation, et d'estimation.....	p 10
2.1.1) Changements de méthodes comptables.....	p 11
2.1.2) Changements d'estimations comptables.....	p 12
2.2) Les corrections d'erreurs	p 13

3/ Principes, règles et méthodes comptables

3.1) Immobilisations incorporelles	p 13
3.2) Immobilisations corporelles	p 14
3.3) Créances et dettes	p 15
3.4) Valeurs mobilières de placement	p 16
3.5) Provisions pour risques et charges	p 16
3.6) Contrats de recherche	p 16
3.7) Droits d'inscription universitaire	p 17
3.8) Affectation des subventions	p 17
3.9) Comptabilisation des produits constatés d'avance.....	p 17
3.10) TVA	p 17

4/ Notes sur les principaux postes du bilan

4.1) Tableau de variation des immobilisations.....	p 19
4.2) Tableau de variation des amortissements	p 20
4.3) Subventions d'investissement	p 22
4.4) Trésorerie	p 23
4.5) tableau de variation des capitaux propres.....	p 25
4.6) Tableau de variation des provisions pour risques et charges.....	p 26
4.7) Charges à payer, produits à recevoir.....	p 27
4.8) Subventions	p 27
4.9) Etat des échéances des créances.....	p 28
4.10) Etat des produits constatés d'avance.....	p 29
4.11) Etat des échéances des dettes.....	p 29
4.12) Les contrats de recherche.....	p 29
4.13) Note sur les prestations de services	p 30
4.14) Engagements hors bilan.....	p 30
4.15) Autres informations.....	p 30
4.16) Evènements postérieures à la clôture	p 30
4.17) Filiales et participations/parties liées.....	p 30

Rappel : l'annexe des comptes annuels est un état financier obligatoire qui complète et commente les informations fournies par le bilan et le compte de résultat. Elle apporte les explications nécessaires pour une meilleure compréhension de ces documents comptables et complète, en tant que de besoin, ou présente sous une autre forme, les informations qu'ils contiennent.

L'exercice de référence s'établit sur une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par l'Agent comptable et le Président.

1/Les faits caractéristiques de l'exercice 2011

1.1) L'évaluation des biens immobiliers

Une nouvelle évaluation des biens immobiliers affectés a été réalisée par France Domaines (FD) pour l'ensemble des sites relevant d'Aix Marseille I. Cette dernière a été faite en 2011 pour la quasi-totalité des bâtiments (hors biens remis en dotation évalués par FD en 2010).

Cela a donc permis d'intégrer les valeurs définitives de ces biens à l'actif du bilan (après sortie des anciennes valeurs en valeur nette pour **49 884 446 €** et des travaux 2010 : **1 683 167€** et les travaux 2011 : **1 523 755 €** soit un montant total des travaux en valeur brute de **3 206 922€**).

L'évaluation a également permis d'obtenir la ventilation terrain/bâti. Les biens immobiliers ont été intégrés dans les comptes au 31 décembre 2011.

Les actions ci-dessus ont amené des modifications importantes dans les comptes de 2011 soit un montant global de **+ 32,4M€ en valeur brute et + 30 M€ en valeur nette**.

Nouvelles valeurs bâtiments (21316)

Site St Charles	16 188 786 €
Site Château Gombert	3 408 776 €
Site Leverrier	2 433 643 €
Site Digne	3 379 999 €
Site Arles.....	3 452 448 €
Site Canebière	3 610 320 €
Site Aix en Provence	20 457 563 €
Total.....	52 931 535€

Concernant les biens propres et legs, la valeur historique a été conservée. Pour être en conformité avec la directive d'octobre 2009, les travaux relatifs à ces biens ont été conservés, ainsi que ceux relatifs aux biens remis en dotation non réévalués en 2011. Un reclassement d'imputations comptables a été réalisé pour les biens loués et les biens autres tels que les locaux du CNRS, IUFM Avignon...(cf § sur les changements d'estimation).

Valeurs Terrains (21116)

Site St Charles	4 520 914 €
Site Château Gombert	1 350 174 €
Site Leverrier	6 018 480 €
Site Digne	700 000 €
Site Arles.....	112 752 €
Site Canebière	245 280 €
Site Aix en Provence	18 529 337 €
Total.....	31 476 937 €

2/Comparabilité des comptes

2.1) Changements de méthodes comptables, de modalités d'application, d'évaluation et d'estimation

2.1.1) Changements de méthodes comptables

Approche par composants

En 2011, l'Université Aix-Marseille 1 a mis en place l'approche par composants sur les biens propres et les biens remis en dotation.

Les biens évalués à nouveau en 2011 ont été intégrés dans les comptes au 31 décembre 2011

La ventilation des composants n'apparaît pas totalement conforme aux préconisations du CSTB et fera l'objet d'un nouveau travail en collaboration avec la DPIL en 2012.

Ce chantier prioritaire sera mené avant la reprise des balances d'entrées.

L'AMU tend plutôt à une sélection de 8 composants et à une meilleure répartition.

Structure :	50 ans
Etanchéité et couverture	20 ans
Façades	20 ans
Menuiseries extérieures – serrurerie	20 ans
Chauffage et ventilation	15 ans
Plomberie	15 ans
Ascenseurs	15 ans
Cloisons, peintures et revêtements de sols	10 ans

Cette méthode a eu un impact sur les amortissements antérieurs qui a nécessité un rattrapage :

Sur biens remis en dotation : + **780 286 €** par le compte de « dotation » 10211

Sur biens propres : + **319 000 €** (dont 85 K€ sur les biens propres légués) par le report à nouveau 119.

NB : sortie des composants suite aux travaux réalisés sur ces biens en 2010 et 2011 : **65 958 €** en valeur nette et **69 668 €** en valeur brute.

Intégration des subventions d'investissement

La reprise totale des subventions d'investissement, méthode appliquée antérieurement à 2011 et autorisée par le PCG et la M9-3, a été abandonnée en 2011 pour la méthode préférentielle qui consiste à réintégrer une quote-part des subventions d'investissement à hauteur des amortissements des actifs financés (55 K€ en 2011).

Devant l'impossibilité de reconstituer les données historiques liées aux subventions d'investissement antérieures à 2011, le changement de méthode a été appliqué de manière prospective. Ce point concerne essentiellement les biens mobiliers et notamment le matériel scientifique sur lequel il n'y a pas encore eu d'inventaire physique.

La dotation aux amortissements 2011 s'est élevée à **6,6 M€** pour les biens mobiliers dont **2,48 M€** pour le matériel scientifique.

Par ailleurs, une analyse des immobilisations en cours (extension Schuman) a permis d'identifier des subventions d'investissement (CPER) qui financent à 100% ce projet. Ces dernières ont donc été réintégrées en section d'investissement pour un montant total de **6,6 M€**. Le montant des immobilisations en cours s'élève ainsi à **7,5 M€** fin 2011. Le stock de subventions d'investissement non encore fléchées à fin 2011 correspondant aux travaux à venir sur Schuman s'élève à **683 K€**.

Comptabilisation des nouveaux contrats de recherche 2011 en ressources affectées (RA) s'ils répondent aux 3 critères édictés par la M9-3. Pour mémoire, avant 2011, tous les contrats de recherche étaient suivis extra-comptablement afin de comptabiliser éventuellement à la clôture un produit constaté d'avance à hauteur du décalage entre les dépenses et les recettes (changement de méthode prospectif sans impact sur le report à nouveau).

Mise en place en 2011 pour les acquisitions de l'exercice de l'amortissement à partir de la date de mise en service (changement de méthode prospectif sans impact sur le report à nouveau).

Heures complémentaires des titulaires

En 2011, une nouvelle provision a été constituée sur les heures complémentaires des titulaires : le montant provisionné correspond au 4/12^{ème} du montant réel payé en 2011 soit 360 K€ (impact sur le report à nouveau). Le montant budgété précis sur ce point-là n'a pas pu être identifié mais l'évolution entre 2011 et 2012 ne devrait pas être significative.

2.1.2) Changements d'estimations comptables

Calcul des produits constatés d'avance (PCA) relatifs aux programmes ERASMUS et à la Formation Continue

Durant cette année, les dépenses et les recettes liées aux programmes ERASMUS ont été retracées et il est apparu un décalage dans la date de démarrage des dépenses. Dans le cadre d'un changement d'estimation, l'Université Aix-Marseille 1 a mis en place la séparation des exercices sur ces deux points.

Le décalage à fin 2010 s'élevait à **868 582 €** et a été comptabilisé par le report à nouveau.

A fin 2011 il s'élevait à **994 142 €** soit une variation de 14%, ce qui a généré un impact sur le résultat 2011 de - **126 K€**.

Concernant la Formation Continue, les droits d'inscription rattachés à une année universitaire ont également fait l'objet d'un calcul au prorata comme pour les droits universitaires. (4/12^{ème}).

Le PCA à fin 2010 est de **126 219 €**, comptabilisé par le report à nouveau. Il s'élève à **224 264 €** à fin 2011 avec une variation de 77% et un impact sur le résultat 2011 de - **98 K€**.

Calcul des produits constatés d'avance (PCA) relatifs aux conventions et contrats de recherche

L'étude des PCA sur la partie recherche (contrats de recherche et ANR), dossiers non gérés en RA, a mené à modifier le mode d'estimation. Cela a engendré des PCA supplémentaires en 2010 pour **570 936 €**.

Provision sur les passifs sociaux

Congés non pris

Il y a eu un changement d'estimation au niveau du calcul de la provision sur congés non pris des titulaires et des contractuels. En effet, désormais, les charges sociales (40% pour les contractuels et 70% pour les titulaires) sont incluses dans cette provision.

L'impact en 2010 est de **1 081 301 €**, comptabilisé par le report à nouveau, ce qui nous amène à une provision totale de **2 797 700 €** pour l'ensemble des agents, excepté les enseignants-chercheurs. En 2011, la provision pour congés non pris (charges sociales incluses) s'élève à **2 695 982 €** (soit un impact sur le résultat 2011 de + **103 K€**).

RAFP

Les cotisations de la RAFP sur les rémunérations accessoires des agents de l'université et des agents extérieurs ont fait l'objet d'une régularisation depuis 2009 en 2011.

A ce titre une provision a été mise en place pour un montant global de **464 500 €** dont la moitié est à la charge des agents. L'impact sur le report à nouveau de ce changement d'estimation s'élève à **232 250 €**.

Rattachement des charges de personnel

Comme le montant des charges à payer à fin 2010 a été sous-évalué, la différence entre le montant rattaché et le montant réellement payé en 2011 au titre de 2010 a été comptabilisé par le report à nouveau pour **0,7 M€**.

Le patrimoine immobilier

Les biens loués

Une analyse a été réalisée en 2011 sur les travaux relatifs aux biens loués qui avaient été conservés en 2010 suite à l'intégration des biens remis en dotation et surtout à la sortie des travaux sur ces dits biens. Un changement d'estimation a ainsi été réalisé en 2011 ramenant les valeurs des travaux sur les biens loués à **13,6 M€**, soit une diminution de **0,4 M€** (impact sur le report à nouveau).

Par ailleurs, les amortissements des travaux sur les biens loués ont été recalculés en 2011 en prenant en compte la date de mise en service : impact de + **1,6 M€** sur le report à nouveau.

La Halle technologique

De même, pour la Halle Technologique, son coût historique a été réévalué à **4, 24 M€** (diminution de **- 0,5 M€**, ayant un impact sur le report à nouveau)

Les contrats de recherche

La méthode de calcul des produits constatés d'avance relatifs aux contrats de recherche a été revue en 2011 conduisant à une modification de **- 0,6 M€** sur le report à nouveau.

2.2) Les corrections d'erreurs

L'Université de Provence a appliqué l'instruction modificative du 21 décembre 2010 et a procédé en 2011 à une correction d'erreur.

Ajustement du compte inactif « dotation »

Le compte « biens remis en complément de dotation dont la charge du renouvellement n'incombe pas à l'établissement » pour un montant de **30, 50 K€** a été apuré en 2011 par le report à nouveau. Ce dernier n'est plus mouvementé depuis 2000.

3/ PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux règles comptables et suivant les principes généraux de continuité d'exploitation, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et suivant la méthode des coûts historiques. Ils ont pour objet de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Etablissement.

Le référentiel comptable est défini par l'instruction codificatrice M9-3 du 21 décembre 2010 valant réglementation budgétaire financière et comptable des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel qui s'inspire largement du plan comptable général résultant du règlement du comité de réglementation comptable 99-03 du 29 avril 1999 modifié.

3.1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles de l'Université concernent des acquisitions de logiciels et autres concessions, droits et brevets. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Modalités d'amortissement : Les amortissements de ces immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation probable du bien. Le prorata temporis est pratiqué par l'Université de Provence sur les acquisitions de 2011. Les biens acquis antérieurement à 2011 sont amortis au 1^{er} janvier N+1 suivant l'année de leur acquisition. Les durées d'amortissement appliquées ont été votées par délibération des Conseils d'administration en date du 12 décembre 1994, du 20 octobre 2003 et du 04 juillet 2011.

Imputation	Libellé	Imputation amortissement	Tx	En années
20531	logiciels acquis	280531	100,00%	1
2058	autres concessions	28058	20,00%	5
208	autres immos incorporelles	2808	20,00%	5

3.2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont généralement évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à l'exception des actifs acquis à titre gratuit, par leg ou remis en dotation par l'Etat ou les collectivités. Ils sont comptabilisés à leur valeur vénale estimée ou à dire d'expert le cas échéant, conformément à la directive d'octobre 2009 de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) : cf faits marquants.

Modalités d'amortissement : Les amortissements de ces immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation probable du bien. Le prorata temporis est pratiqué par l'Université de Provence sur les acquisitions de 2011. Les biens acquis antérieurement à 2011 sont amortis au 1^{er} janvier N+1 suivant l'année de leur acquisition.. Les durées d'amortissement appliquées ont été votées par délibération des Conseils d'administration en date du 12 décembre 1994, du 20 octobre 2003 et du 04 juillet 2011.

NB : les constructions et travaux relatifs au patrimoine sont amortis à compter de leur date de mise en service ou de la date d'évaluation de leur valeur vénale par France Domaines.

En 2011, les biens remis en dotation par l'Etat non évalués en 2010, ont été réévalués pour un montant total (bâtiments et terrains) de **84,4 M€**. La valeur brute définitive des biens remis en dotation s'élève ainsi à **122 541 161 €**. La dotation aux amortissements liée à ces biens représente un montant de **2 581 437 €**, charge intégralement neutralisée par des « produits issus de la neutralisation ».

Les durées d'amortissement ont été votées par délibération des Conseils d'administration en date du 12 décembre 1994, du 20 octobre 2003 et du 04 juillet 2011 pour les nouvelles imputations comptables (2117/21316 / 21818).

Imputation	Libellé	Imputation amortissement	Tx	En années
21117	Terrains nus acquis			
21216	agencements terrains nus	281216	2,00%	50
21316	batiments affectés ou remis en dotation	281316	2,00%	50
21317	bâtiments acquis	281317	2,00%	50
21356	Install. générales, agcts, amgts des constructions affectées ou remises en dotation	281356	2,00%	50
21357	Install. générales, agcts, amgts des constructions acquises	281357	2,00%	50
21417	bâtiments acquis sur sol d'autrui (<i>structure</i>)	281417	2,00%	50
21517	inst. Techniques complexes	281517	10,00%	10
21518	autres inst. Techniques complexes	281518	10,00%	10
21536	matériel scientifique affectés	281536	10,00%	10
21537	matériel scientifique acquis	281537	10,00%	10
21577	agenc & aménagts mat & outil acq.	281577	10,00%	10
21617	collections de doc.	281617	10,00%	10
21647	collections littér., scientif...			
21817	install. Gén. Divers	281817	5,00%	20
21818	autres installations générales, agencements, aménagements divers	281818	5,00%	20
21827	matériel de transport	281827	20,00%	5
21837	matériel de bureau	281837	10,00%	10
21847	meublier	281847	10,00%	10
21877	matériel informatique	281877	33,33%	3
21887	matériel divers	281887	20,00%	5

Amortissement des bâtiments par composants : Un bâtiment se décompose en plusieurs sous-ouvrages dont la durée d'utilisation est différente. La durée et les décompositions des composants à l'Université de Provence ont été déterminés en 2011 suivant la ventilation des deux autres ex-universités d'Aix Marseille.

Au 1^{er} janvier 2012, la fusion des 3 ex-universités d'Aix Marseille va permettre de définir une méthodologie commune aux 3 établissements et opter pour des choix pertinents en matière de gestion immobilière.

3.3) Créances et dettes

Charges à payer : il s'agit des charges comptabilisées au titre de livraisons de biens ou des prestations de service réceptionnées au cours de l'exercice et pour lesquelles les factures correspondantes ont été visées et liquidées au cours de l'exercice suivant.

Charges constatées d'avance : il s'agit de charges engagées par l'établissement au cours d'un exercice et qui seront imputées à l'exercice suivant auquel elles se rapportent.

Produits à recevoir : Il s'agit de produits acquis et comptabilisés par l'établissement dont le montant, non définitivement arrêté, n'a pas encore fait l'objet d'un titre de recettes.

Restes à recouvrer : il s'agit des montants non encore recouverts sur des titres de recettes émis et comptabilisés.

3.4) Valeurs mobilières de placement

Le placement sous forme de compte à terme a été remplacé fin 2011 par un compte de placement rémunéré (C.P.R.).

3.5) Provisions pour risques et charges

L'Université de Provence enregistre des provisions pour risques et charges lorsque les critères suivants sont remplis :

- Existence d'une obligation implicite ou explicite envers un tiers à la date de clôture ;
- Sortie de ressources certaines ou probables à la date d'arrêté des comptes et sans contrepartie équivalente
- Possibilité d'estimer cette sortie avec une fiabilité suffisante.

Méthode de calcul des PRC sur :

- Congés non pris :

La DRH a communiqué à l'agent comptable l'effectif des titulaires et contractuels à fin 2011 par catégorie ainsi que la grille des salaires correspondant. De là il a été calculé un salaire moyen par catégorie (A, B et C). Une fois le calcul des CP réalisé, il faut ensuite rajouter les charges sociales soient 70% pour les titulaires et 40% pour les contractuels.

- Heures complémentaires des titulaires : 4/12^{ème} du montant réel payé en 2011, charges sociales comprises

- CET

La DRH a également transmis un état récapitulatif des agents ayant des CET à fin 2011. Le montant indemnisé par jour et par catégorie a donc été calculé par rapport au solde de chacun des agents sur la base du taux par catégorie, charges sociales comprises (5%).

- Les primes, salaires... et les heures complémentaires des non titulaires :

La provision a été calculée à partir des données historiques et des informations transmises par les RH.

3.6) Contrats de recherche

La gestion des contrats de recherche en « ressources affectées » (RA) est effective depuis le 1^{er} janvier 2011 pour les contrats notifiés en 2011 conformes à l'éligibilité des R.A.

Rappel des critères d'éligibilité pour gérer un contrat de recherche en RA :

- Il doit exister des *obligations réciproques* entre l'établissement public et le financeur (contrat ou convention signé)
- l'établissement public doit prouver qu'il respecte ses engagements contractuels par *la production d'un compte rendu financier*, c'est-à-dire un relevé des dépenses effectuées dans le cadre de l'opération, certifié par l'agent comptable.
- *les sommes non employées* pour la réalisation des obligations de l'établissement public *doivent être reversées au financeur*, sauf si celui-ci décide d'en laisser la libre disposition à l'établissement.

Pour les contrats 2011 non gérés en RA ou ceux antérieurs à 2011, les recettes sont rattachées à hauteur des dépenses. En effet un ajustement entre les dépenses et les recettes réalisées cumulées en fin d'exercice est réalisé lors de la clôture afin de comptabiliser le cas échéant des produits constatés d'avance.

3.7) Droits d'inscription universitaire

Les droits d'inscription universitaires sont comptabilisés après application d'un prorata 4/12^{ème} lié à la durée de l'année universitaire ; ainsi, les droits d'inscription encaissés à partir du second semestre font l'objet d'un prorata et sont rattachés à l'exercice N+1

3.8) Affectation des subventions

Les subventions d'investissement permettent de neutraliser l'amortissement, à hauteur du financement, des biens qu'elles financent, par la comptabilisation de leurs reprises sur une durée identique à celle des plans d'amortissement desdits biens.

L'Université de Provence, jusqu'en 2010, réintérait la totalité des subventions reçues pendant l'exercice en produits exceptionnels.

A compter de 2011, les subventions reçues au cours de l'année ont fait l'objet d'un « fléchage » aux actifs et seront ainsi reprises au même rythme que les amortissements des actifs financés (54 K€ repris en 2011).

3.9) Comptabilisation des produits constatés d'avance

Constituent des « produits constatés d'avance » les produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations ou fournitures les justifiant aient été effectuées ou perçues. Il en est ainsi notamment pour :

- Les contrats de recherche et ANR encaissés dont les dépenses fléchées n'ont pas été réalisées sur l'exercice (hors dossiers gérés en R.A.);
- Les droits d'inscription reçus en début d'année universitaire : 8/12^{ème} des droits d'inscription enregistrés de juillet à décembre (durant le second semestre 2011) sont constatés en fin d'exercice en produits constatés d'avance afin de les rattacher à l'exercice comptable suivant.
- La formation continue qui encaisse de nombreux droits d'inscriptions relatifs à l'année universitaire. Ils suivent donc le même fonctionnement expliqué ci-dessus pour les D.I.
- Les programmes ERASMUS qui démarrent pour l'UP en général avec une année de décalage par rapport à la notification de la subvention (cf changement d'estimation).

3.10) TVA

L'Université de Provence est un assujetti partiel, elle exerce en même temps des activités taxables à la TVA et d'autres exonérées (formation)

Sont exonérées les unités budgétaires (UB) suivantes :

- 971 Pilotage
- 973 Formation
- 975 Formation continue
- 976 Service de documentation
- 977 Vie étudiante
- 981 Centre National de Formation en micro électronique (SACD)

Le Service à comptabilité distincte (SACD) **100 SAIC** traite de toutes les opérations commerciales (contrats de recherche avec des entreprises) est assujetti à la TVA pour toutes ses opérations.

L'UB **974 Recherche** et le **982 SACD OAMP** pratiquent des opérations qui constituent des activités économiques qui entrent dans le champ de la TVA, dans la mesure où les résultats des études ou des activités de recherche s'inscrivent dans une démarche de valorisation économique, même à long terme.

Dans ce cas le droit à déduction est ouvert, sous réserve qu'elles ne constituent pas un complément de prix.

Enfin, l'UB **972 Moyens généraux**, bénéficie d'un droit à déduction proratisé sur les dépenses qui concourent aux activités exonérées et taxables (fluides...)

Pour 2011 ce prorata était de 17% (ci-joint tableau du calcul du prorata)

Prorata de TVA 2011 sur CA 2010

Prorata de TVA : 17,00%

CA soumis 2010	1 689 894,00
Livraison intracommunautaire exonérée (DES 2010)	34 000,00
Numérateur	1 723 894,00
CA total admis au dénominateur	10 491 270,32
Dénominateur	10 491 270,32

Rappel prorata 2010	13,92% 3 ^e année
Rappel prorata 2009	19,15% 2 ^e année
Rappel prorata 2008	14,65% 1 ^{ère} année
Rappel prorata 2007	17,65% non utilisé

4/ Notes sur les principaux postes du bilan

4.1) Tableau de variation des immobilisations

Actif Immobilisé	2010	changement d'estimation/ méthode/ régularisation	Reclassement	Sortie travaux immobiliers	Intégration du patrimoine FD 2011	Acquisitions 2011 Etablissement	2011
Immobilisations incorporelles	2 348 077					411 242	2 759 319
Logiciels acquis	1 712 507					192 204	1 904 711
Logiciels créés	3 150					139 172	142 322
Autres concessions, brevets	629 616					79 865	709 481
Autres immobilisations incorporelles	2 804						2 804
Immobilisations corporelles	183 454 836	-917 692	-1 576 935	55 349 164	84 408 472	12 678 508	222 698 025
Terrains	3 689 444		5 719 903		31 476 937		40 886 284
Constructions, bâtiments dotation	90 095 654		-5 719 903	52 032 633	52 931 535		85 274 652
Constructions, bâtiments acquis	603 121	4 239 148		109 609			4 732 661
Inst Agencements constructions dotation	4 037 174		-2 274 188	3 206 922		1 715 059	271 123
Inst Agencements constructions acquises	4 761 004	-4 758 640	-2 364			533 634	533 634
Autres Inst Agencements constructions 21358			541 786			614 934	1 156 720
Autres Inst Agencements constructions 218xx	18 016 132	-398 200	157 831			2 689 394	20 465 156
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. Tech complexes affectées	3 382 383					50 095	3 432 478
Installations, matériels, outillages	24 635 972					3 823 260	28 459 231
Collections littéraires scientifiques, artistiques	393 444					14 697	408 142
Autres immobilisations corporelles (matériel informatique, mobilier, matériel de bureau et de transport...)	33 840 508					3 237 435	37 077 943
Participations et créances rattachées à des participations	13 330					91 000	104 330
Immobilisations financières	75					1 000	1 075
Total immobilisations corp / incorp / financières	185 816 318	-917 692	-1 576 935	55 349 164	84 408 472	13 181 749	225 562 749
En cours d'immobilisation		654 757	1 576 935			5 227 418	7 459 110
TOTAL GÉNÉRAL	185 816 318	-262 935		55 349 164	84 408 472	18 409 167	233 021 859

La mise à jour de l'intégration de la valeur des terrains et bâtiments affectés ou utilisés par l'Université ou lui appartenant ont eu un impact important sur les postes de l'actif immobilisé.

Méthodologie

Conformément à la directive du 23 décembre 2009, l'Université a :

-comptabilisé les valeurs définitives des biens remis en dotation pour la valeur communiquée en 2011 par France Domaines (FD).

En effet, les évaluations prises en compte en 2010 avaient été réalisées en trois vagues (*à compter de 2006*). Les Domaines ont donc réévalué le parc immobilier de l'université à l'exception des bâtiments évalués en 2010. L'approche par composants a été mise en place sur tous les biens : biens remis en dotation réévalués fin 2011, biens remis en dotation non réévalués intégrés au 1^{er} janvier 2010 et biens propres de l'université.

- mise à jour de la ventilation terrain / bâti qui a été communiquée dans le rapport 2011 de FD sur les biens remis en dotation évalués en 2010. La répartition entre le terrain et la construction a été réalisée sur la base du taux moyen national : 15/85.

-sorti les travaux et les financements liés à ces biens remis en dotation réévalués en 2011 (travaux réalisés en 2010 et 2011),

-conservé les valeurs historiques pour les biens propres et les biens loués, la valeur vénale communiquée en 2010 par FD pour les biens remis en dotation non réévalués en 2011.

Les principales variations concernent :

-L'intégration de la nouvelle valorisation du patrimoine immobilier par FD pour un montant de **84,4M€** soit une nouvelle valeur de **122 561 K€** avec un impact de **+32M€**.

-La sortie de la valeur brute des travaux relatifs aux biens immobiliers est d'un montant de **55,35 M€** et une valeur nette de **51,60M€**. (Sortie liée à l'approche par composant et aux sorties de travaux de 2010 et 2011 réalisés sur les biens remis en dotation réévalués en 2011)

*Pour information, une sortie d'actifs a eu lieu en 2009 pour un montant de **36.534 K€**. Cette sortie concerne les biens antérieurs à l'année 2000 avec une durée d'amortissement inférieure à 20 ans.*

-Les acquisitions de l'exercice 2011 représentent un montant de **18 409 K€**.

4.2) Tableau de variation des amortissements

La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à **10 595 804 €** dont **2 581 437 €** qui concernent les immeubles reçus en dotation pour lesquels l'amortissement est totalement neutralisé (compte 776).

La quote part des subventions d'investissement étant reprise au compte de résultat pour un montant fléché qui s'élève à **55K€**. Les subventions étant liées aux dépenses depuis 2011, le montant net de la sortie correspondant à la sortie des travaux est de **90K€**. La régularisation des subventions concernant les travaux en cours plus le solde de celles perçues en 2011 donne un stock net de subventions d'investissement **9 852K€** qui fera l'objet de réintégration en fonctionnement au fil de l'eau.

Amortissements	2010	changement d'estimation/ méthode/ régularisation	Reclassement	Sortie BL	Sortie de composants sur Biens Propres	Sortie de composants sur Biens Remis en Dotation non réévalués	Sortie des anciennes valeurs / travaux sur biens réévalués en 2011	Amortissements 2011	2011
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 937 291							378 969	2 316 261
Logiciels, brevets et licences	1 455 755							320 335	1 776 090
Autres immobilisations corporelles	481 537							58 634	540 171
<i>Immobilisations corporelles</i>	45 441 885	1 099 191	340 980	-1 629 258	-4 608	-3 711	-2 114 281	10 216 835	53 347 033
Terrains et aménagements									
Constructions	5 793 155	318 905	340 980	-1 629 258	-4 608		-35 762	1 695 658	6 479 070
Constructions sur sol d'autrui									
Installations techniques	1 746 599							336 928	2 083 527
Collections	37 772							2 270	40 042
Autres immobilisations corporelles	36 062 446							5 600 542	41 662 988
Bâtiment remis en dotation	1 801 913	780 286				-3 711	-2 078 519	2 581 437	3 081 407
TOTAL des amortissements	47 379 176	1 099 191	340 980	-1 629 258	-4 608	-3 711	-2 114 281	10 595 804	55 663 294

4.3) Subventions d'investissement

Subventions d'investissement	2010	Sortie des subventions liée à la sortie des composants des biens propres	Subventions 2011	Schuman	2011
Ministère Education Nationale		-58 935	2 329 213	4 042 085	6 312 364
Région	54 930	-31 595	424 541		447 876
Département			250 000	1 000 000	1 250 000
Commune			232 000		232 000
Subv. Équipt autres coll. Publiques			15 000		15 000
Union Européenne					
Autres organismes					
Autres subventions d'équipement					
Autres subventions d'investissement			91 000	1 557 915	1 648 915
TOTAL	54 930	-90 529	3 341 754	6 600 000	9 906 155
Quote part reprise de subventions d'investissement		-624			54 951
TOTAL DES SUBVENTIONS NETTES	54 930				9 851 828

En 2010, la sortie des subventions d'investissement a été comptabilisée en corrections d'erreurs (au 01.01.09) pour ne conserver qu'une seule et même méthode, soit la réintégration totale des subventions perçues pendant l'année N en section de fonctionnement (777). Ce procédé a été préconisé par la DRFIP suite à un audit en 2006. Il reste conforme au PCG et à la réglementation des EPSCP (M9-3).

En 2011, afin d'homogénéiser les méthodes comptables des trois universités d'Aix-Marseille et d'aller vers un résultat comptable plus juste économiquement parlant, le fléchage des subventions perçues en 2011 a fait l'objet d'une réintégration au 777 à hauteur des amortissements des investissements liés. Compte tenu de l'impossibilité de reconstituer le stock de subventions d'investissement, l'application du changement de méthode a été prospective. Ce chantier sera l'objet d'une priorité à traiter sur 2012 au sein de l'AMU (universités fusionnées au 1^{er} janvier 2012).

Les travaux en cours sur le site de Schuman font l'objet d'un financement à 100% par le CPER. Il a ainsi été possible de retracer ses subventions et de les reclasser du report à nouveau en subventions d'investissement : le montant des subventions non « fléchées » à fin 2011 s'élèvent ainsi à **683 K€** : elles sont toutes liées au projet immobilier en cours Schuman.

Les subventions d'investissement Etat représente 70% du total des subventions d'investissement perçues en 2011.

NB : La part des subventions fonctionnement & investissement de l'Etat (dotation masse salariale s'élève à 94%).

4.4) Trésorerie

La trésorerie est le solde entre les avoirs composés pour l'essentiel des valeurs mobilières de placement, des disponibilités (compte de dépôt de fonds au trésor), mais aussi des dépenses effectivement réalisées mais non encore comptabilisées et les chèques à encaisser non encore comptabilisés sur le compte au trésor.

Dans le cadre du passage aux RCE, les dépenses de l'université liées au personnel ont fortement augmenté (budget de + de 160M€). Ces dernières ont donc impactées le solde mensuel de la trésorerie.

A la fin de l'exercice 2011, la trésorerie s'élève à 15,40 M€ dont 11,50 M€ sont placés sur un compte rémunéré.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (VMP)

Les VMP à fin 2011 s'élèvent à 1,10 M€, l'Université de Provence a procédé au remplacement des comptes à terme par l'ouverture d'un compte de placement rémunéré (préconisé pour les universités).

Niveaux respectifs des disponibilités et des valeurs mobilières de placement de l'exercice 2011 en fin de mois

	décembre 10	janvier 11	février 11	mars 11	avril 11	mai 11	juin 11
VMP							
*Crédit Agricole	1 084 173 €	1 084 173 €	1 084 173 €	1 084 173 €	1 084 173 €	1 084 173 €	1 084 173 €
*H.S.B.C	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €
*Comptes à terme	27 200 000 €	51 985 000 €	34 335 000 €	18 485 000 €	5 396 000 €	34 046 000 €	18 896 000 €
Disponibilités	1 663 549 €	2 185 487 €	3 572 421 €	3 811 034 €	44 879 777 €	548 825 €	26 981 €
Totaux	30 043 098 €	55 350 036 €	39 086 970 €	23 475 583 €	51 455 326 €	34 676 724 €	20 107 530 €

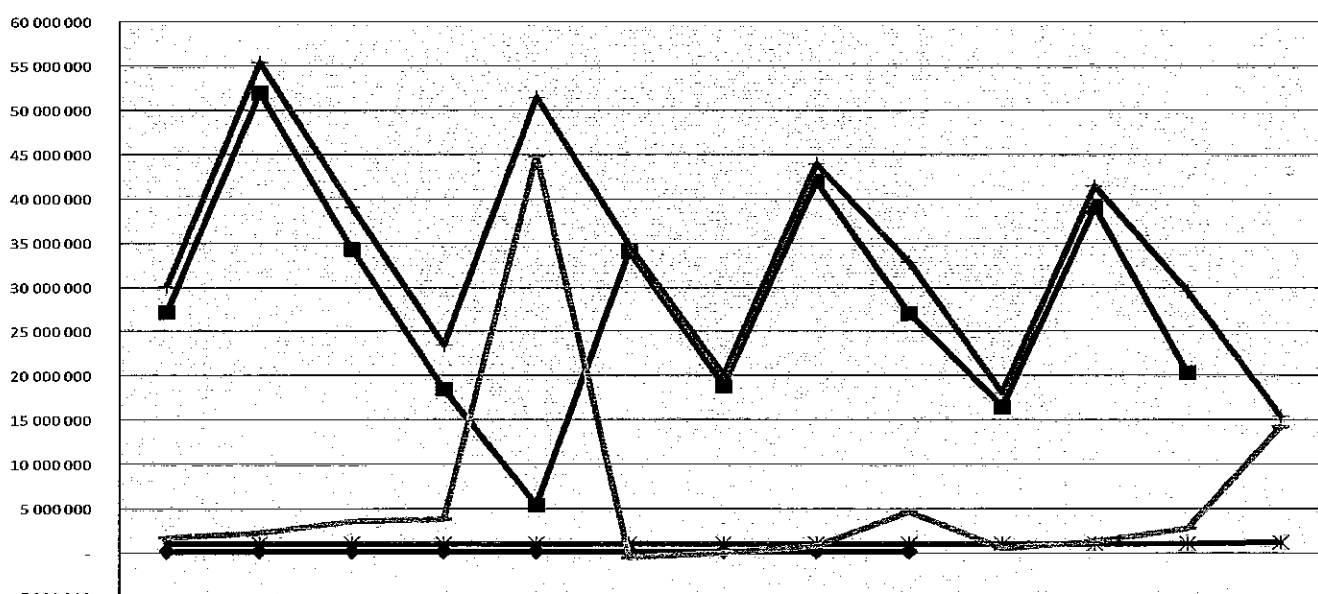
	juillet 11	août 11	septembre 11	octobre 11	novembre 11	décembre 11
VMP						
*Crédit Agricole	1 084 173,00 €	1 084 173,00 €	1 084 173,00 €	1 084 173,00 €	1 084 173,00 €	1 109 987,18 €
*H.S.B.C	95 375,92 €	95 375,92 €				
*Comptes à terme	41 996 000,00 €	26 996 000,00 €	16 496 000,00 €	38 996 000,00 €	20 248 000,00 €	
Disponibilités	767 837,32 €	4 630 659,05 €	490 315,91 €	1 312 093,80 €	2 721 944,64 €	14 286 197,61 €
dont CPR					5 500 000,00 €	11 500 412,11 €
Totaux	43 979 386,24 €	32 806 207,97 €	18 070 488,91 €	41 392 266,80 €	29 554 117,64 €	15 396 184,79 €

En M€	31/12/2011	31/12/2010
Trésorerie	15 396 185	30 043 098
En jours de dépenses de fonctionnement hors masse salariale	179	370
En jours de dépenses de fonctionnement	29	57
En mois de dépenses de fonctionnement hors masse salariale	6	12
En mois de dépenses de fonctionnement	1	2
Placements	12 610 399	28 379 549
Part des placements / trésorerie	82%	94%
En jours de dépenses de fonctionnement	23	54
En mois de dépenses de fonctionnement	1	2
Disponibilités	2 785 786	1 663 549
En jours de dépenses de fonctionnement	32	20
En mois de dépenses de fonctionnement	1	1
Pour mémoire :		
dépenses fonctionnement hors masse salariale et amortissements	31 015 232	29 269 737
dépenses fonctionnement dont masse salariale hors amortissements	194 459 804	190 784 669

La trésorerie représente au 31 décembre 2011, 29 jours de dépenses réelles de fonctionnement contre 56 jours en 2010. La diminution s'explique par une augmentation des dépenses de fonctionnement et des dépenses de personnel représentant près de **7M€** supplémentaires.

Agence comptable

Suivi de Trésorerie



	décembre-10	janvier-11	février-11	mars-11	avril-11	mai-11	juin-11	juillet-11	août-11	septembre-11	octobre-11	novembre-11	décembre-11
*Crédit Agricole	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 084 17	1 109 98
*H.S.B.C	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €	95 376 €				
*Comptes à terme	27 200 0	51 985 0	34 335 0	18 485 0	5 396 00	34 046 0	18 896 0	41 996 0	26 996 0	16 496 0	38 996 0	20 248 0	
Disponibilités	1 663 54	2 185 48	3 572 42	3 811 03	44 879 7	-548 825	26 981 €	767 837	4 630 65	490 316	13 12 09	2 721 94	14 286 1
Totaux	30 043 0	55 350 0	39 086 9	23 475 5	51 455 3	34 676 7	20 102 5	43 943 3	32 806 2	18 070 4	41 392 2	29 554 1	15 396 1

4.5) tableau de variation des capitaux propres

BILAN (€)	Biens mis à disposition (102)	Dons et legs (1035)	Report à nouveau (110/119)	Réserves (106)	Résultat (6/7)	Subventions d'investissements (13)	Total des capitaux propres
2010	88 333 512	3 477 103	-13 439 742	82 555 561	2 201 184	54 930	163 182 549
PCA sur FC & Erasmus			-994 802				-994 802
Complement PCA recherche			-570 934				-570 934
Régularisation compte d'attente			-20 529				-20 529
Schuman : réintégration subventions en investissement (2313) et régularisation des travaux en cours			-5 945 243			6 600 000	654 757
nouvelles subventions d'investissement 2011						3 341 754	3 341 754
Régularisation compte inactif (10221)	-30 509		30 509				
charges de personnel			-2 361 009				-2 361 009
Rattrapage amortissements par composants			-234 940				-234 940
régularisations sur les biens loués (VB et amortissement)			1 231 059				1 231 059
régularisations sur la Halle Technologique			-519 492				-519 492
Intégration du patrimoine	84 408 472						84 408 472
Intégration patrimoine - sortie des anciennes valeurs FD	-49 884 446						-49 884 446
amortissements des biens remis en dotation ou légués (rattrapage 2010 suite à l'approche par composants)	-780 286	-85 285					-865 571
amortissements 2011 des biens remis en dotation ou légués	-2 581 437	-7 767					-2 589 204
sortie part composants	-65 958						-65 958
Sortie des acquisitions travaux en lien avec les biens remis en dotation			-3 171 160				-3 171 160
Sortie des subventions d'investissement liées à la sortie des travaux s/ biens FD			89 906			-89 906	
Réintégration des subventions d'investissement au 777						-54 951	-54 951
Résultat 2010 - affectation				2 201 184	-2 201 184		
RAN 2010 - affectation			13 439 742	-13 439 742			
Résultat 2011					-11 007 318		-11 007 318
2011	119 399 348	3 384 051	-12 466 635	71 317 003	-11 007 318	9 851 828	180 478 277

4.6) Tableau de variation des provisions pour risques et charges

L'université de Provence a comptabilisé trois types de provisions au titre de l'exercice 2011.

Nature des provisions	fin 2010	changement d'estimation/ méthode/ régularisation	Dotation de l'exercice 2011	Reprises de l'exercice 2011		fin 2011
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour charges sociales			464 500			464 500
Provisions pour risques et charges	2 593 614	1 081 301	5 800 994	3 547 177	100 000	5 828 731
Provisions pour litiges	494 356		654 286		4 787	1 143 854
TOTAL	3 087 970	1 081 301	6 919 780	3 547 177	104 787	7 437 085

Provisions pour charges sociales

- 465 K€ : RAFP

Provisions pour risques et charges

- 1 737 K€ : heures complémentaires de septembre à décembre 2010
 - Non titulaires : 1 114 K€
 - Titulaires : 623 K€ dont 360 K€ au titre de 2011/2012
- 133 K€ : CET
- 2 696 K€ : congés payés BIATOSS titulaires et contractuels (charges sociales comprises)
 - BIATOSS titulaires : 2 116 K€
 - Contractuels : 580 K€
- 700 K€ : charges à payer liées au personnel (en plus des 1 454 K€ comptabilisés en dettes sociales)
- 535 K€ : complément charges à payer fonctionnement 2011
- 28 K€ : dettes U3 (Madirel + BQR) à fin 2010

Provisions pour litiges

- 138 K€ : procès en cours
- 516 K€ : complément dettes U3
- 446 K€ : dettes U3 à fin 2010
- 49 K€ : procès en cours à fin 2010

Reprises sur provisions pour risques

- 45 K€ : paiement frais infrastructure St Jérôme (2007)
- 113 K€ : participation salaires IAAI (2006)
- 466 K€ : paiement heures complémentaires
- 2 798 K€ : congés payés BIATOSS titulaires et contractuels + charges sociales
- 125 K€ : CET
- 100 K€ : déménagement FC
- 5 K€ : déménagement FC

4.7) Charges à payer, produits à recevoir

Imputation	Libellé	2010	changement d'estimation/ méthode/ régularisation	2011	Variation 2010 // 2011
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues	1 859 123		1 283 400	-30,97%
4084	Fournisseurs d'immobilisation - Factures non parvenues	1 199 798		377 408	-68,54%
4286	Personnel - Autres charges à payer	3 786 025	687 185	1 318 663	-65,17%
4386	Organismes sociaux - Charges à payer			135 099	
	TOTAL Charges à payer	6 844 946	687 185	3 114 570	-54,50%
418	Clients - Produits non encore facturés				
	TOTAL Produits à recevoir				

NB : un complément de charges à payer sur le personnel a été comptabilisé en provision pour charges pour 700 000 € ainsi que des charges à payer de fonctionnement pour 533 035 €

4.8) Subventions

Comptes	Libellés	2010	2011	Variation 2010 // 2011
Subventions d'investissement : restes à recouvrer		3 891 621	2 575 523	-33,82%
44111	Etat	423 149	360 713	-14,76%
44112	Régions	2 700 852	1 700 729	-37,03%
44113	Départements	71 172	62 666	-11,95%
44114	Communes et groupes	535 807	373 815	-30,23%
44115	Autres collectivités publiques	15 000	-	-
44116	Union Européenne	130 640	62 600	-52,08%
44117	Autres organismes	15 000	15 000	0,00%
Subventions d'exploitation : restes à recouvrer		3 045 691	3 002 722	-1,41%
44171	Etat	68 834	191 133	177,67%
44172	Régions	433 494	460 666	6,27%
44173	Départements	383 357	375 521	-2,04%
44174	Communes et groupes		2 500	100,00%
44175	Autres collectivités publiques		-	-
44176	Union Européenne	221 996	266 239	19,93%
44177	Autres organismes	1 938 010	1 706 664	-11,94%
	TOTAL GLOBAL DES SUBVENTIONS	6 937 312	5 578 246	-19,59%

Des créances irrécouvrables ont été comptabilisées en 2011 pour un montant de 47,20 K€ (subventions d'investissement et d'exploitation).

4.9) Etat des échéances des créances

Imputation	Libellé	Créances de moins de 1 an	Créances à plus de 1 an	Créances à plus de 5 ans	2011
411	Créances clients et comptes rattachés	922 095	129 121	128 761	1 179 977
416	Créances contentieuses		253 360	150 689	404 049
42 et 43 (hors 4286/4386)	Créances sociales et fiscales	88 935	3 509		92 444
44 (hors 445)	Subventions d'investissement et d'exploitation	3 024 362	2 147 035	406 849	5 578 246
445	TVA	1 432 001			1 432 001
463	Créances d'exploitation	6 449	965		7 414
4684	Produits à recevoir sur Ressources à affecter		14 356 630		14 356 630
4687	Produits à recevoir	423 744			423 744
4721	Dépenses avant ordonnancement				
TOTAL des échéances des créances		5 897 585	16 890 620	686 299	23 476 516

Dépréciations clients

- 190 K€ : client douteux CR PACA
- 6 K€ : client douteux Université de Strasbourg
- 50 K€ : client douteux Ville de Marseille
- 19 K€ : client douteux CG des Alpes de Htes Provence
- 1 K€ : client douteux Agt Comptable Socrates Leonardo Da Vinci
- 62 K€ : client douteux ACSE
- 20 K€ : client douteux RFIP (TP 05/2008)
- 45 K€ : client douteux BIOVAYS

4.10) Etat des produits constatés d'avance

Imputation	Libellé	2010	changement d'estimation/ méthode/ régularisation	2011	Variation 2010 // 2011
487	PCA - Erasmus		868 583	994 142	
4871	PCA - DI	1 307 734		1 352 540	3,43%
4872	PCA - Diplômes propres	3 325		8 138	144,73%
4873	PCA - SCD	240 746		255 640	6,19%
4874	PCA - FSDIE	116 490		127 675	9,60%
4876	PCA - Formation Continue		126 219	224 264	
4877	PCA - caleulottes	9 082		9 505	4,66%
4878	PCA - contrats de recherche	496 085	334 757	1 250 356	152,04%
4879	PCA - ANR *	1 534 987	236 176	977 500	-36,32%
TOTAL Produits constatés d'avance		3 708 450	1 565 735	5 199 760	40,21%

* PCA - ANR => gestion en RA des nouveaux dossiers 2011

Les droits d'inscriptions (D.I.) comptabilisés en PCA concernent l'application du prorata perçus au cours du second semestre 2011 afin d'être rattachés au titre de l'année universitaire 2011-2012.

Aix Marseille I a mis en place les ressources affectées qu'à compter de 2011. Les PCA sur la partie recherche au titre des contrats de recherche et des ANR sont donc conservés pour les dossiers antérieurs à cette année.

Les programmes ERASMUS et la Formation Continue (F.C.) ont également fait l'objet de PCA.

Pour ERASMUS, le produit constaté d'avance correspond à la différence entre les dépenses et les recettes.

La F.C., quand à elle, relève du prorata des 4/12^{ème} comme pour les D.I.

4.11) Etat des échéances des dettes

Imputation	Libellé	2010	Dettes de moins de 1 an	Dettes à plus de 1 an	Dettes à plus de 5 ans	2011
4011 + 4012 + 4081	Dettes fournisseurs	1 862 493	2 021 344			2 021 344
4042 + 4047 + 4084	Dettes fournisseurs immobilisations	1 348 185	1 299 909			1 299 909
42 (hors 428/438) + 43 + 445	Dettes fiscales et sociales	155 043	49 015			49 015
4661	Fournisseurs mandat à payer					
4663	Virements à réimputer	11 027	11 260	5381		16 641
4664	Excédents de versements à rembourser					
467	Taxe d'apprentissage					
4682	Charges à payer sur ressources affectées			18 208 452		18 208 452
47 (hors 47182)	Autres dettes	80 022				
471812	Recettes à classer	27 700				
TOTAL des échéances des dettes		3 484 470	3 381 527	18 213 834		21 595 361

Le compte de recettes à classer est soldé à fin 2011 ce qui correspond à un suivi renforcé courant 2011 et lors de la période d'inventaire pour rattacher les sommes perçues aux comptes de subventions.

Les dettes sont très majoritairement supérieures à 1 an (impact des RA).

4.12) Les contrats de recherche

La gestion des ressources affectées a été mise en place à compter du 1^{er} janvier 2011 pour les nouveaux contrats de recherche et dossiers ANR (notifications 2011) pour un montant total de **19.23M€**.

A fin **2011**, on compte environ 76 contrats de recherche en gestion et 51 dossiers ANR gérés en PCA. Les dossiers gérés en RA se décomposent de la façon suivante :

- 10 contrats de recherche
- 26 ANR
- 4 contrats européens
- 11 conventions Conseil Régional / Départemental

Pour les autres contrats de recherche non gérés en RA, le cadrage des dépenses et recettes s'est donc fait par la comptabilisation de PCA pour un montant global (ANR et contrats de recherche) de **2.258 K€** au titre de l'exercice **2011** contre **2.031 K€** au titre de **2010** soit une augmentation de 10 %.

Le montant total des dépenses pour **2011** s'élève à **3.521 K€** alors qu'en **2009** il était de **2.945 K€** soit une augmentation d'environ 16 %. Le montant des dépenses lié à la recherche et au développement n'est pas immobilisé. Ce dernier est comptabilisé en charges.

4.13) Note sur les prestations de service

Nature des prestations	2010	2011	Variation 2010 // 2011
Droits d'inscriptions	2 925 169	2 966 088	1%
Formation continue	2 058 603	2 989 005	45%
Prestations de recherche	1 324 150	2 825 276	113%
Autres	2 199 863	3 237 837	47%
TOTAL	8 507 785	12 018 206	41%
<i>Taxe d'apprentissage</i>	<i>391 330</i>	<i>394 707</i>	<i>1%</i>

4.14) Engagements hors bilan

Néant

4.15) Autres informations

Néant

4.16) Evénements postérieures à la clôture

Les trois universités d'Aix Marseille ont fusionné au 1er janvier 2012. Afin de préparer cette fusion, de nombreuses réunions ont été organisées durant le deuxième semestre 2011. Le personnel de l'agence comptable a pris part aux groupes de travail chargés de la mise en place de procédures comptables mais également aux groupes de travail liés à la reprise des données (tiers) pour la balance d'entrée 2012.

Ces réunions ont permis d'harmoniser les procédures comptables des trois ex universités pour l'ensemble des services qui constituent l'agence comptable ainsi que d'intégrer dans SIFAC plus de 10 000 tiers.

4.17) Filiales et participations/parties liées

L'université de Provence a acquis en 2011 des titres de participations à hauteur de 91 000 € dans la SATT PACA Sud Est. La SATT Paca Sud Est, « Accélérateur de transfert de Technologies » a été créée le 1^{er} février 2012. Elle gère la propriété intellectuelle pour le compte de l'Université d'Aix Marseille, l'Université de Nice Sophia Antipolis, l'université du Sud Toulon Var, l'université d'Avignon et pays du Vaucluse, l'université de Corse, l'Ecole centrale de Marseille, le CNRS, l'INSERM, l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille et le CHU (Centre hospitalier universitaire) de Nice. L'ensemble de ces actionnaires représente environ 6 000 chercheurs pour un budget de recherche et de développement de 600 M€. La SATT accompagne les chercheurs inventeurs dans les phases de développement et de preuve de concept de leurs technologies jusqu'à la vente de licences ou la création d'entreprises. Elle réduit le risque industriel sur les technologies. Le pourcentage de détention de l'université de Provence s'élève à fin 2011 à 9,1 %.